

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

11 janvier 2005

PROPOSITION DE LOI**modifiant les lois électorales,
en vue de scinder la circonscription
électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde****AMENDEMENTS**N° 1 DE M. **DAEMS ET CONSORTS**

Tableau

Sous l'intitulé «PROVINCE DU BRABANT FLAMAND», dans la colonne «chef-lieu de la circonscription électorale», supprimer le mot «Vilvorde».**JUSTIFICATION**

Par suite d'une erreur matérielle, il est indiqué dans le tableau annexé à la proposition de loi que Louvain et Vilvorde sont toutes deux les chefs-lieux de la circonscription électorale du Brabant flamand. La ville de Louvain étant le chef-lieu de la province précitée, il est souhaitable qu'elle soit le seul chef-lieu de la circonscription électorale du Brabant flamand.

Documents précédents :

Doc 51 **1379/ : (2004/2005)**

001 : Proposition de loi de MM. Daems, Van der Maelen, De Crem, De Groote et T'Sijen.

002 : Avis du Conseil d'État N° 37.731/AV-AG

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

11 januari 2005

WETSVOORSTEL**tot wijziging van de kieswetgeving met het
oog op de splitsing van de kieskring
Brussel-Halle-Vilvoorde****AMENDEMENTEN**Nr. 1 VAN DE HEER **DAEMS c.s.**

Tabel

Onder de hoofding «PROVINCIE VLAAMS BRABANT» in de kolom «hoofdplaats kieskring» het woord «Vilvoorde» doen vervallen.**VERANTWOORDING**

Ten gevolge van een materiële vergissing werd in de tabel bijgevoegd bij huidig wetsvoorstel als hoofdplaats van de kieskring Vlaams Brabant zowel Leuven als Vilvoorde vermeld. Gezien Leuven de provinciehoofdstad is, is het wenselijk dat enkel de stad Leuven fungeert als hoofdplaats van de kieskring Vlaams-Brabant.

Voorgaande documenten :

Doc 51 **1379/ : (2004/2005)**

001 : Wetsvoorstel van de heren Daems, Van der Maelen, De Crem, De Groote en T'Sijen.

002 : Advies van de Raad van State Nr. 37.731/AV-AG

N° 2 DE M. DAEMS ET CONSORTS

Art. 4

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Cet article a trait à la modification de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde qui concerne le Sénat, et relève dès lors, ainsi que l'a indiqué le Conseil d'État dans son avis, de la procédure bicamérale parfaite visée par l'article 77 de la Constitution.

Cet article peut dès lors être supprimé, d'autant qu'il figure déjà dans la proposition de loi DOC 51 1380, qui lui est apparentée et règle des matières visées à l'article 77 de la Constitution.

N° 3 DE M. DAEMS ET CONSORTS

Art. 8bis (nouveau)

Insérer un article 8bis, libellé comme suit:

«Art. 8bis. — À l'article 137 du même Code, les mots «bureau central» sont remplacés par les mots «bureau central visé à l'article 115».

JUSTIFICATION

Il s'agit d'une correction technique.

N° 4 DE M. DAEMS ET CONSORTS

Art. 9

Remplacer cet article par la disposition suivante:

«Art. 9. — L'article 165bis, 1°, du même Code, annulé partiellement par l'arrêt n° 73/2003 du 26 mai 2003 de la Cour d'arbitrage, est remplacé par le texte suivant:

«1° pour l'élection de la Chambre des représentants: les listes qui ont obtenu au moins 5% du total général des votes valablement exprimés dans la circonscription électorale.».

Nr. 2 VAN DE HEER DAEMS c.s.

Art. 4

Dit artikel doen vervallen.

VERANTWOORDING

Dit artikel heeft betrekking op de aanpassing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde voor de Senaat en ressorteert derhalve, zoals ook de Raad van State in opmerkt zijn advies, onder de volledige bicamérale bevoegdheid als bedoeld in artikel 77 G.W.

Dit artikel kan derhalve vervallen, temeer daar het artikel reeds werd opgenomen in het verwante voorstel 51/1380, dat aangelegenheden regelt als bedoeld in artikel 77 G.W.

Nr. 3 VAN DE HEER DAEMS c.s.

Art. 8bis (nieuw)

Een artikel 8bis invoegen, luidende:

«Art. 8bis. — In artikel 137 van hetzelfde Wetboek worden de woorden «hoofdbureau» vervangen door de woorden «centraal bureau» als bedoel in artikel 115».

VERANTWOORDING

Technische correctie.

Nr. 4 VAN DE HEER DAEMS c.s.

Art. 9

Dit artikel vervangen als volgt:

«Art. 9. — Artikel 165bis, 1°, van hetzelfde Wetboek, dat deels is vernietigd bij arrest nr. 73/2003 van het Arbitragehof van 26 mei 2003, wordt vervangen als volgt:

«1° voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers: de lijsten die minstens 5 % van het algemeen totaal van de geldig uitgebrachte stemmen in de kieskring hebben behaald.».

JUSTIFICATION

La réglementation relative au seuil électoral proposée initialement fonctionnait selon un système qui prévoyait l'application d'une réglementation dérogatoire facultative pour les listes de la circonscription électorale de Bruxelles optant pour le groupement. Pour ces listes, le seuil serait dès lors calculé de la manière suivante : le nombre total de votes obtenus par ces listes groupées et formant groupe devait représenter 5% du total de l'ensemble des listes formant groupe ayant opté pour le groupement de listes entre les mêmes circonscriptions électorales que les listes groupées concernées.

Le Conseil d'État a fait observer que cette réglementation créait une différence de traitement entre les candidats figurant sur les listes groupées et ceux se présentant dans d'autres circonscriptions électorales, où aucun apparemment n'est appliqué.

Le présent amendement fixe un seuil électoral identique dans l'ensemble des circonscriptions électorales pour la Chambre des représentants. Il répond par conséquent à l'observation du Conseil d'État.

N° 5 DE M. DAEMS ET CONSORTS

Art. 10

Remplacer cet article par la disposition suivante:

«Art. 10. — L'article 169, dernier alinéa, du même Code, remplacé par la loi du 16 juillet 1993 et modifié par la loi du 5 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante:

«Le procès-verbal de ces opérations est adressé immédiatement au président du bureau central visé à l'article 115; seules les autres pièces visées à l'article 177 sont transmises au greffier de la Chambre des représentants.»».

JUSTIFICATION

Correction technique.

VERANTWOORDING

De oorspronkelijk voorgestelde regeling met betrekking tot de kiesdrempel werkte met een systeem waarbij voor de lijsten in de kieskring Brussel die opteerden voor lijstenverbinding een facultatieve afwijkende regeling gold. Aldus zou voor die lijsten de drempel worden berekend in die zin dat het totaal aantal stemmen van deze verbindende en verbonden lijsten 5 % diende te bedragen van het totaal van alle verbonden lijsten die geopteerd hebben voor lijstenverbinding tussen dezelfde kieskring alsmede de betrokken verbonden lijsten.

De Raad van State merkte op dat deze regeling een verschil in behandeling creëert tussen kandidaten op de verbonden lijsten en kandidaten in andere kieskringen waar geen apparentering geldt.

Dit amendement bevestigt een gelijke kiesdrempel in alle kieskringen voor de Kamer van volksvertegenwoordigers en komt derhalve tegemoet aan de opmerking van de Raad van State.

Nr. 5 VAN DE HEER DAEMS c.s.

Art. 10

Dit artikel vervangen als volgt:

«Art. 10. — Artikel 169, laatste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, gewijzigd bij de wet van 5 april 1995, wordt vervangen als volgt:

«Het proces-verbaal van die verrichtingen wordt dadelijk gezonden aan de voorzitter van het centraal bureau, als bedoeld in artikel 115; alleen de overige in artikel 177 vermelde stukken worden aan de griffier van de Kamer van volksvertegenwoordigers gestuurd.»».

VERANTWOORDING

Technische correctie.

N° 6 DE M. DAEMS ET CONSORTS

Art. 11

Remplacer le point C) par le texte suivant:

«C) l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant:

«Il admet à cette répartition complémentaire tous les groupes de listes, pour autant qu'ils aient obtenu au moins 5% du total général des votes valablement exprimés dans une des circonscriptions entre lesquelles s'opère le groupement de listes en question. Il y admet aussi les listes isolées qui ont obtenu le pourcentage de voix prévu à l'article 165bis, 1°.»».

JUSTIFICATION

Le présent amendement organise une répartition supplémentaire de sièges dans les circonscriptions électorales entre lesquelles il peut y avoir groupement de listes. Il doit être lu conjointement avec l'amendement n° 4, qui modifie l'article 9.

Le présent amendement et l'amendement n° 4 prévoient, en matière de seuils électoraux, une réglementation globale tenant compte d'un système autorisant le groupement de listes ou l'apparementement entre différentes circonscriptions électorales. La réglementation concrète peut être décrite comme suit:

- Au niveau de la répartition directe de sièges, une liste peut, comme dans toutes les autres circonscriptions électorales, être admise à la répartition des sièges lorsqu'elle obtient au moins 5% des votes valablement exprimés dans la circonscription électorale;
- Au niveau de la répartition complémentaire de sièges, un groupe de listes est admis à la répartition de sièges lorsqu'il obtient au moins 5% des votes valablement exprimés dans l'une des circonscriptions électorales concernées par le groupement de listes en question. Les listes isolées sont également admises à la répartition complémentaire si elles obtiennent au moins 5 % des votes valablement émis dans la circonscription électorale dans laquelle elles sont présentées.

De cette manière, un seuil uniforme unique de 5% s'applique à la répartition directe de sièges et un seuil d'apparementement spécifique est instauré. Le fait que cette réglementation crée une distinction entre les candidats de listes formant groupe et les candidats de listes présentées dans des circonscriptions électorales pour lesquelles aucun système d'apparementement n'a été prévu est inhérent au système de l'apparementement à titre de modalité particulière, système contre lequel le Conseil d'État ne formule aucune objection en soi. Par ailleurs, l'instauration d'un seuil particulier pour l'apparementement est propre au système. En effet, l'apparementement s'est toujours caractérisé par la fixation d'un seuil. Même à l'époque où il n'était pas encore ques-

Nr. 6 VAN DE HEER DAEMS c.s.

Art. 11

Het punt C) vervangen als volgt:

«C) het derde lid wordt vervangen als volgt:

«Tot die aanvullende verdeling laat het alle lijstengroepen toe, voor zover zij minstens 5 % van het algemeen totaal van de geldig uitgebrachte stemmen hebben behaald in een van de kieskringen waartussen de betrokken lijstenverbinding verloopt. Het laat tot die verdeling eveneens de alleenstaande lijsten toe die het in artikel 165bis, 1° bepaalde aantal procent van de stemmen hebben behaald.»».

VERANTWOORDING

Dit amendement regelt een aanvullende verdeling van zetels in de kieskringen waartussen lijstenverbinding kan plaatsvinden. Het moet samen worden gelezen met amendement nr. 4 dat artikel 9 wijzigt.

Met dit amendement en amendement nr. 4 wordt een globale regeling vastgesteld inzake kiesdrempels die rekening houdt met een systeem waarin lijstenverbinding of apparementering tussen verschillende kieskringen mogelijk is. Concreet geldt de volgende regeling:

- op het niveau van de rechtstreekse zetelverdeling wordt een lijst, net zoals in alle andere kieskringen, toegelaten tot de zetelverdeling wanneer die minstens 5% behaalt van de geldige stemmen die in de kieskring werden uitgebracht;
- op het niveau van de aanvullende zetelverdeling wordt een lijstengroep toegelaten tot de zetelverdeling wanneer die minstens 5% behaalt van de geldige stemmen in één van de kieskringen waartussen de betrokken lijstenverbinding verloopt. Ook de alleenstaande lijsten worden toegelaten tot de aanvullende verdeling voor zover zij minstens 5 % behalen van de geldige stemmen in de kieskring waarin zij opkomen.

Aldus geldt één uniforme 5%-drempel voor wat de rechtstreekse zetelverdeling betreft en wordt een specifieke apparementeringdrempel ingesteld. Dat daardoor een onderscheid wordt gecreëerd tussen kandidaten op verbonden lijsten en kandidaten op lijsten in kieskringen waar niet in een apparementeringregeling is voorzien, is inherent aan het systeem van apparementering als bijzondere nadere regel waartegen de Raad van State op zich geen bezwaar heeft. Dat een bijzondere drempel wordt ingesteld voor de apparementering is bovendien eigen aan het systeem. Het systeem van de apparementering werd immers altijd al gekenmerkt door een drempel (ingevoerd door de wet van 13 december 2002, wet tot wijziging van het

tion du seuil de 5% (qui a été instauré par la loi du 13 décembre 2002 modifiant le Code électoral ainsi que son annexe), les listes isolées ou les groupes de listes n'étaient admis à la répartition complémentaire de sièges que lorsqu'ils obtenaient, dans l'une des circonscriptions formant groupe, un certain pourcentage des votes valables (en l'espèce, 33% du diviseur électoral). Le présent amendement poursuit cette logique et admet également à la répartition des sièges les listes isolées ou groupes de listes ayant obtenu dans l'une des circonscriptions formant groupe un pourcentage déterminé des votes valables (en l'occurrence 5% des votes valables). La distinction instaurée par ce système dans l'ancienne province du Brabant entre les candidats inscrits sur des listes formant groupe et ceux qui ne sont pas inscrits sur de telles listes est non seulement objective, mais aussi raisonnablement justifiée : grâce à cette distinction, les listes formant groupe peuvent être représentées par le biais de la répartition complémentaire de sièges lorsqu'elles prouvent qu'elles ont une représentativité suffisante dans l'une des circonscriptions électorales concernées par le groupement de listes en question, les listes ne formant pas groupe n'étant quant à elles pas totalement exclues de ce système.

N° 7 DE M. DAEMS ET CONSORTS

Art. 15

Au point B), dans le texte néerlandais, remplacer les mots «derde lid» par les mots «vierde lid».

JUSTIFICATION

Correction technique.

N° 8 DE M. DAEMS ET CONSORTS

Art. 16

Compléter cet article comme suit:

«C) le § 5 est renuméroté en § 4.

JUSTIFICATION

Correction technique.

Kieswetboek en zijn bijlage) werd een alleenstaande lijst of en lijstengroep enkel toegelaten tot de aanvullende zetelverdeling wanneer die in een van de verbonden kieskringen een bepaald percentage van de geldige stemmen behaalde (i.c. 33% van de kiesdeler). Voorliggend amendement trekt deze logica door en laat eveneens een alleenstaande lijst of lijstengroep toe tot de zetelverdeling wanneer die in een van de verbonden kieskringen een bepaald percentage van de geldige stemmen behaalt (i.c. 5% van de geldige stemmen). Het daaruit voortvloeiende onderscheid dat binnen de voormalige provincie Brabant wordt gecreëerd tussen de kandidaten op verbonden lijsten en de kandidaten die niet op zulke lijsten staan is niet alleen objectief maar ook redelijk verantwoord : het biedt verbonden lijsten de mogelijkheid om via een aanvullende zetelverdeling vertegenwoordigd te worden, wanneer ze bewezen hebben voldoende representativiteit te hebben in een van de kieskringen waartussen de betrokken lijstenverbinding verloopt en dat zonder niet-verbonden lijsten volledig van dit systeem uit te sluiten.

Nr. 7 VAN DE HEER DAEMS c.s.

Art. 15

In het punt B) de woorden «derde lid» vervangen door de woorden «vierde lid».

VERANTWOORDING

Technische correctie.

Nr. 8 VAN DE HEER DAEMS c.s.

Art. 16

Het artikel aanvullen als volgt:

«C) paragraaf 5 wordt hernummerd tot § 4».

VERANTWOORDING

Technische correctie.

N° 9 DE M. DAEMS ET CONSORTS

Titre IV

Supprimer ce titre.

JUSTIFICATION

Après une seconde lecture technique de la proposition et des amendements présentés, il n'apparaît plus nécessaire de prendre un arrêté d'exécution et de coordination.

Nr. 9 VAN DE HEER DAEMS c.s.

Titel IV

Deze titel doen vervallen.

VERANTWOORDING

Ingevolge een bijkomende technische nalezing van dit voorstel en de hiertoe neergelegde amendementen, is een coördinatie-uitvoeringsbesluit niet langer noodzakelijk.

Hendrik DAEMS (VLD)
Dirk VAN DER MAELEN (sp.a-spirit)
Herman VAN ROMPUY (CD&V)
Koen T'SIJEN (sp.a-spirit)
Patrick De GROOTE (N-VA)